



Aveu et désaveu

Comment interpréter le soutien politique apporté à la méthanisation, au photovoltaïque, aux circuits courts ? La promotion du bio auprès des agriculteurs répond-elle de la même logique ? Oui, se désolent « *en off* » certains acteurs du pouvoir. Et d'expliquer que l'encouragement politique pour toute forme de diversification constitue un aveu de résignation. Aveu que l'agriculture conventionnelle française ne pourra plus rivaliser avec ses concurrents étrangers. Autrement dit, ces diversifications portées par les politiques constitueraient des sortes de plans sociaux pour le monde agricole et rural.

La Bretagne agricole, premier secteur économique de la Région, d'autant plus important que l'on se dirige vers l'ouest, ne peut évidemment pas se satisfaire d'une telle analyse. Renoncer à la production reviendrait tôt ou tard à vider les campagnes. Les exemples sont suffisamment nombreux au travers des régions françaises. L'agriculture bretonne peut redevenir compétitive. Elle a ses Hommes aux compétences professionnelles qui n'ont rien à envier à celles de leurs concurrents. Elle a la culture de l'élevage adossé à un climat que de nombreux concurrents lui envient. Elle a des infrastructures industrielles d'amont et d'aval performantes.

Quand la France semble baisser les bras, l'Allemagne joue le pragmatisme. Adopté par 85 % des exploitations, sans limite de chiffre d'affaires, le régime du forfait permet aux agriculteurs d'outre-Rhin de vendre à un taux de TVA de 10,7 %, d'acheter des intrants au taux de 7 % et de conserver la différence. Si cela n'est pas une aide à l'agriculture. Au printemps dernier, la mission française d'Information sur la fiscalité agricole a quant à elle

jugé à l'unanimité « le régime du forfait dépassé coûteux et complexe ». Que faut-il comprendre ?

L'agriculture bretonne peut redevenir compétitive

